

Pass sanitaire et servitude, destruction des libertés...

jeudi 15 juillet 2021, par [Jacques COTTA](#)

Le 12 juillet le Président de la République, **Emmanuel Macron** a décrété la généralisation du « **Pass sanitaire** » aux lieux de loisirs et de culture rassemblant plus de 50 personnes, aux cafés, restaurants, centres commerciaux, maisons de retraites, établissements médico sociaux, aux voyages, avions, trains, cars...

Atteinte aux libertés

Emmanuel Macron rend impossible la vie de 30 millions de français qui ne sont pas vaccinés et qu'il désigne comme des parias. Rien que ça !

C'est évidemment au nom de la sécurité sanitaire qu'il porte une atteinte essentielle à nos libertés et introduit une rupture fondamentale dans notre contrat social fondé notamment sur l'égalité des droits.

Il serait erroné de considérer que cela ne concerne que 30 millions de français (!) et que les vaccinés sont à l'abri des foudres présidentielles. C'est la première tentative qui compte. Si les mesures décrétées par Emmanuel Macron passent dans la vie, il sera facile demain, au nom d'un nouveau variant, d'une mutation virale ou d'un nouveau virus d'étendre la mesure à tous les français, sans exception.

Vaccinés sortis d'affaire ? Déjà pour ceux qui ont eu deux doses il est question d'une troisième. Et après ?

Vaccinés sortis d'affaire ? Mais certains scientifiques de renom parlent d'un sérum, et donc pas d'un vaccin.

Vaccinés sortis d'affaire ? Mais le produit injecté est encore au stade expérimental, ne garantit pas contre la maladie ni contre la transmission, ni même contre la mort.

Il suffirait que ces éléments sur le vaccin, véhicule du pass sanitaire, prennent le dessus pour que tous les français —et pas 30 millions seulement— soient concernés par des mesures extrêmement graves restrictives de liberté.

En réalité la méthode et les arguments d'Emmanuel Macron sont récurrents. A l'époque du masque, des auto-autorisations de sortie, des confinements, des couvre-feux, la sécurité sanitaire était déjà de mise. En acceptant à l'époque les mesures prises sous le coup de la peur sanitaire ou policière, nous sommes collectivement tombés dans le piège tendu par le sommet de l'état. Les décisions concernant le pass sanitaire, comme d'ailleurs les débats sur le vaccin, s'inscrivent dans cette continuité et marquent un pas supplémentaire extrêmement grave franchi par le chef de l'état.

Le véritable dilemme n'est pas vaccin, danger sanitaire, mais [Liberté ou servitude](#).

Liberté ou pass sanitaire, voilà la question.

Macron fauteur de trouble

Cette histoire de vaccination qui vient justifier dans la bouche macronienne le pass sanitaire pour séparer

le bon grain de l'ivraie, est d'une absurdité totale.

La vaccination protège celui qui décide de se faire vacciner des formes graves du virus : le non-vacciné n'est donc une menace que pour lui-même. La vaccination est donc un choix purement individuel qui doit relever de la seule décision rationnelle de chaque citoyen. Les personnes vaccinées sont protégées, les autres choisissent en leur âme et conscience de prendre un risque pour eux-mêmes.

Emmanuel Macron faisant fi de tout argument raisonné et un tant soit peu posé, balayant notre contrat social fondé sur l'adhésion du citoyen à l'intérêt général, et le concept même de citoyenneté tel qu'il s'est imposé depuis Rousseau, oppose les français les uns aux autres, faisant de la peur l'élément individuel premier de la réflexion alors qu'elle est bien mauvaise conseillère.

C'est du **vichysme** à l'état pur que le président Macron sans le dire veut édifier. La délation organisée, imposée, comme celle à laquelle devraient se soumettre restaurateurs et cafetiers transformés en contrôleurs de pass sanitaire et d'identité. A l'époque la plus noire de notre histoire récente, ce sont les concierges qui se voyaient assigner la tâche de dénoncer les comportements « suspects » liés aux origines ou aux activités jugées en haut lieux illicites. Depuis le masque, depuis les mesures jusque là opposées aux libertés, Emmanuel Macron va plus loin dans l'autoritarisme et les décisions liberticides.

Les pleins pouvoirs

Avec le pass sanitaire généralisé, c'est tout un système répressif et disciplinaire qui se met en marche subrepticement, aux antipodes des principes démocratiques qui ont fondé notre République.

Gabriel Attal a ainsi déclaré que des contrôles policiers pourraient être effectués à l'aveugle pour réprimer les récalcitrants. Les policiers soit dit en passant qui ne sont pas contraints de se vacciner, comme le sont les hospitaliers. Sans doute le pouvoir compte plus sur les forces de répression que sur les personnels de santé.

La société que prépare Emmanuel Macron est une société où chaque action de la vie quotidienne sera soumise à des règles disciplinaires strictes et contrôlées, sujette à réprimande, répression, un système aux antipodes des principes démocratiques qui ont fondé notre République.

Il faut qualifier la réalité, au risque de se faire peur soi-même. **De la dictature sanitaire à la dictature tout court, il n'y a qu'un pas.** Emmanuel Macron agit tel un despote qui concentre dans ses mains les pleins pouvoirs.

La preuve ?

C'est tellement vrai qu'au soir de son intervention les médias, les commentateurs, tous unanimes, ont considéré les décisions macroniennes comme définitives, sans même se poser la question de l'existence d'un parlement, d'un débat, d'un vote. Certes sa majorité à la botte est acquise. Mais le débat, la démocratie ? Cela ne serait que souvenir, sans plus aucune réalité ? Cela s'appelle la dictature, de fait, la décision d'un homme imposée à la collectivité, à la Nation. Macron pousse au bout les institutions de la cinquième république pour profiter des avantages qu'elle lui procure.

La situation est d'autant plus inquiétante qu'au nom de la sécurité sanitaire l'homme qui veut imposer ses vues est celui qui a vu dernièrement aux élections régionales tous ses ministres balayés par le peuple français, son parti récolter 3% des inscrits, ses soutiens atomisés.

Et pourtant, il se sent autorisé à bafouer nos libertés. Telle est la réalité. Nous sommes loin du vaccin et de la sécurité sanitaire. Ce qui est en vue, c'est le programme du capital financier, la destruction de l'assurance chômage, la liquidation des retraites, des statuts, et donc pour y parvenir, le peuple terrorisé, complice parfois sous le coup de l'émotion et de la peur, le peuple divisé, politiquement disloqué.

Prenons nos responsabilités

Tous ceux qui se disent opposants à ce gouvernement et défenseurs de nos valeurs démocratiques sont maintenant face à leur responsabilité.

Comment accepter cette mascarade qui porte tout de même sur ce que nous avons de plus cher, la démocratie, non pas un concept creux, mais bien vivant que la politique du chef de l'état met en cause de façon brutale et résolue.

Ne serait-il pas légitime de refuser, de dire que ce que le peuple ne peut obtenir dans l'hémicycle, c'est dans la rue, dans les entreprises, dans les quartiers qu'elle pourra le conquérir. Les Gilets jaunes hier ont montré la voie. Le mouvement était spontané. Aujourd'hui il est possible, s'appuyant sur les leçons du passé, de dégager les forces et d'en appeler au peuple français pour mettre en échec la politique liberticide et anti sociale du président Macron et de sa minorité qui détient le pouvoir et qui gouverne.

Partout, **décidons** de nous réunir, de débattre, de nous assembler pour que le mouvement en jaune qui hier a montré la voie puisse à la rentrée se reconstituer sur des formes qui demeurent à déterminer, dans le respect des règles démocratiques indispensables au succès.

Jacques Cotta

Le 15 juillet 2021